

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE  
SERVICES

---



Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale  
36 rue Valmy  
93100 Montreuil

---

**PRESTATIONS DE GARDIENNAGE ET DE  
SECURITE/SURETE DES SITES DE  
L'ACOSS**

---

**PROCEDURE ADAPTEE**

**N° de procédure : P2513-PA-DRH**

**Règlement de la Consultation commun aux 7 lots**

**Date et heure limites de réception des offres**

**27/07/2026 à 14h00**

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION .....	3
ARTICLE 2 – PROCEDURE, FORME ET DUREE DU MARCHE PUBLIC .....	3
ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT .....	5
ARTICLE 4 – REPRISE DE PERSONNEL .....	5
ARTICLE 5 – GROUPEMENT.....	6
ARTICLE 6 – VARIANTES .....	6
ARTICLE 7 – DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES.....	6
ARTICLE 8 – MODALITES FINANCIERES.....	6
ARTICLE 9 – JUGEMENT DES OFFRES .....	7
ARTICLE 10 – NEGOCIATION .....	9
ARTICLE 11 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....	9
ARTICLE 12 – CONDITIONS D’ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES.....	10
ARTICLE 13 – VISITE PREALABLE OBLIGATOIRE.....	12
ARTICLE 14 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	13
ARTICLE 15 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	13
ARTICLE 16 – AUTRES INFORMATIONS .....	13
ARTICLE 17 – CONFLIT D’INTERETS.....	14
ARTICLE 18 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION .....	14

## ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet les prestations de gardiennage et de sécurité/sûreté pour les sites de l'ACOSS.

Ainsi, l'accord-cadre est alloté comme suit :

- Lot 1 : Prestation de gardiennage et de sûreté/sécurité pour le site de Montreuil ;
- Lot 2 : Prestation de gardiennage et de sûreté/sécurité pour le site de Valbonne Biot ;
- Lot 3 : Prestation de gardiennage et de sûreté/sécurité pour le site de Lyon ;
- Lot 4 : Prestation de gardiennage et de sûreté/sécurité pour le site de Toulouse ;
- Lot 5 : Prestation de gardiennage et de sûreté/sécurité pour le site de Caen ;
- Lot 6 : Prestation de gardiennage et de sûreté/sécurité pour le site de Nancy ;
- Lot 7 : Prestation de gardiennage et de sûreté/sécurité pour le site de Nantes.

La description des prestations et les spécifications techniques sont indiquées dans chacun des Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propre à chaque lot. Les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de l'accord-cadre.

## ARTICLE 2 – PROCEDURE, FORME ET DUREE DU MARCHÉ PUBLIC

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée conformément à l'article R. 2123-1 3° du Code de la commande publique.

La présente procédure a fait l'objet :

- d'un avis d'appel public à la concurrence publié au Journal Officiel de l'Union Européenne ;
- d'un avis d'appel public à la concurrence publié au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics ;
- d'un avis d'appel public à la concurrence publié sur le site Internet <https://www.marches-publics.gouv.fr>

L'accord-cadre est un accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commandes conformément aux dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Pour chacun des lots, l'accord-cadre est conclu à prix mixtes et comprend d'une part des prestations à prix forfaitaires clairement identifiées dans le cadre de réponse financier, et d'autre part, des prestations ponctuelles à prix unitaires réglées par application de prix unitaires indiqués dans le cadre de réponse financier.

Chaque lot est conclu, pour la durée totale du marché (4 ans), sans montant minimum et avec les montants les montants maximums suivants :

<b>Lots</b>	<b>Montant maximum du marché HT</b>	<b>Montant maximum du marché TTC</b>
Lot 1 : Montreuil	2 197 789	2 637 346
Lot 2 : Valbonne–Biot	207 253	248 704
Lot 3 : Lyon Saint Priest et Feyzin	2 169 319	2 603 183
Lot 4 : Toulouse	941 377	1 129 652
Lot 5 : Caen	45 838	55 006
Lot 6 : Nancy	42 093	50 512
Lot 7 : Nantes	44 671	53 605
<b>Montant total</b>	<b>5 648 341</b>	<b>6 778 009</b>

Pour chacun des lots, le montant de l'accord-cadre est estimé, de l'accord-cadre, de la façon suivante pour la durée totale de l'accord-cadre :

<b>Lots</b>	<b>Montant estimé du marché HT</b>	<b>Montant estimé du marché TTC</b>
Lot 1 : Montreuil	1 690 607	2 028 728
Lot 2 : Valbonne–Biot	188 412	226 094
Lot 3 : Lyon Saint Priest et Feyzin	1 668 707	2 002 448
Lot 4 : Toulouse	855 796	1 026 955
Lot 5 : Caen	41 975	50 370
Lot 6 : Nancy	38 267	45 920
Lot 7 : Nantes	40 610	48 732
<b>Montant total</b>	<b>4 524 373</b>	<b>5 429 247</b>

**Il s'agit d'une estimation financière donnée à titre indicatif qui ne constitue pas un engagement contractuel.**

Chacun des sept lots de l'accord-cadre est mono-attributaire.

Durée de l'accord-cadre :

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 12 mois à compter de sa date de début d'exécution. Il pourra être reconduit 3 fois pour une durée de 12 mois sans que la durée totale de l'accord-cadre puisse excéder 48 mois.

La reconduction est tacite. Le Titulaire ne peut pas refuser cette reconduction.

En cas de non-reconduction de l'accord cadre, le Titulaire en est informé par courrier recommandé avec réception avec un préavis de six mois.

Indiquées à titre informatif, pour chacun des lots, les dates de notification prévisionnelle et les dates de début d'exécution des prestations sont mentionnées ci-après :

	Date de notification prévisionnelle	Date de début d'exécution
Site de Montreuil	14/09/2026	01/12/2026 pour Gaumont 31/12/2026 pour Terranova
Sites de Valbonne - Biot	14/09/2026	01/12/2026
Site de Lyon Saint Priest - Feyzin	14/09/2026	01/12/2026 pour Lyon Saint Priest 01/10/2026 pour Feyzin
Site de Toulouse	14/09/2026	01/12/2026
Site de Caen	14/09/2026	01/12/2026
Site de Nancy	14/09/2026	01/12/2026
Site de Nantes	14/09/2026	01/12/2026

### ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT

Ainsi, l'accord-cadre est alloti comme suit :

- Lot 1 : Montreuil ;
- Lot 2 : Valbonne - Biot ;
- Lot 3 : Lyon Saint Priest - Feyzin ;
- Lot 4 : Toulouse ;
- Lot 5 : Caen ;
- Lot 6 : Nancy ;
- Lot 7 : Nantes.

### ARTICLE 4 – REPRISE DE PERSONNEL

En application de l'article R 2111-2 du Code de la commande publique, et afin de déterminer l'étendue de ses obligations, l'ACOSS met à disposition des candidats, à titre informatif, le nombre des agents relevant du dispositif de reprise du personnel, ainsi que leur qualification, leur ancienneté et les éléments constitutifs de leur rémunération.

Etant précisé que seuls les sites suivants feront l'objet d'une reprise de personnels :

- Lot 1 : Montreuil ;
- Lot 2 : Valbonne ;
- Lot 3 : Lyon ;
- Lot 4 : Toulouse.

Le titulaire veillera à respecter et à appliquer aux personnels de gardiennage des sites de l'ACOSS, les dispositions législatives, réglementaires et conventionnelles afférentes à la reprise du personnel.

Afin de déterminer l'étendue de ses obligations, l'ACOSS communiquera aux candidats sur leur demande, à titre informatif, le nombre des agents relevant du dispositif de reprise du personnel, les avantages dont disposent les personnels, ainsi que leur expérience et leur qualification, la nature des contrats à reprendre, leur ancienneté et les éléments constitutifs de leur rémunération.

## **ARTICLE 5 - INSERTION PROFESSIONNELLE – LOT 1 MONTREUIL SITES GAUMONT ET TERRANOVA**

Conformément aux articles L2111-1 et L2112-2 du Code de la Commande Publique, cette consultation comporte des clauses visant à promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et à lutter contre le chômage.

Le détail des conditions d'exécution à caractère social est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. **Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.**

## **ARTICLE 6 – GROUPEMENT**

Le candidat peut se présenter seul ou sous forme de groupement (groupement solidaire ou conjoint).

La composition du groupement ne peut pas être modifiée entre la remise des candidatures et la signature de l'accord-cadre.

L'entreprise mandataire ne peut représenter en cette qualité plus d'un groupement pour un même accord-cadre.

Il est interdit au candidat de présenter pour un même lot plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement ou en qualité de membre de plusieurs groupements.

L'appréciation des capacités des groupements d'entreprises est globale.

## **ARTICLE 7 – VARIANTES**

Les variantes ne sont pas autorisées.

## **ARTICLE 8 – DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

Le dossier doit être téléchargé à l'adresse Internet suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

## **ARTICLE 9 – MODALITES FINANCIERES**

### **9.1 – CONDITION ET MODE DE PAIEMENT ET DE FINANCEMENT**

Paiement par virement dans un délai de 30 jours à compter de la réception des factures. Financement sur fonds propres et dépense inscrite au budget.

Sauf refus du Titulaire, une avance sera versée au Titulaire dans les conditions fixées aux articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.

Le nantissement ou la cession de créances s'effectuera conformément aux articles R. 2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

Il ne sera pas pratiqué de retenue de garantie.

### **9.2 – UNITE MONETAIRE**

Le candidat est informé que l'administration souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire de compte suivante : l'euro.

La monnaie de paiement et d'exécution du marché sera aussi l'euro.

## ARTICLE 10 – JUGEMENT DES OFFRES

### 10.1 – RESPECT DU DOSSIER DE CONSULTATION

L'attention des concurrents est attirée sur le fait que l'offre doit être conforme au dossier de consultation et notamment au Cahier des Clauses Techniques Particulières. Ces documents ne peuvent être modifiés ou faire l'objet de réserves sous peine d'irrégularité de l'offre.

L'attention des concurrents est également attirée sur le fait que toute offre incomplète sera également jugée irrégulière.

### 10.2 – CRITERES DE CHOIX DES CANDIDATURES ET OFFRES

#### 10.2.1 – Jugement des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'ACOSS constate que les pièces mentionnées à l'article 12 ci-dessous sont absentes ou incomplètes, elle peut demander aux candidats concernés de produire, compléter ou expliquer ces pièces dans un délai approprié qui sera fixé par l'ACOSS (article R. 2144-6 du Code de la commande publique).

Les candidats qui ne peuvent soumissionner à un marché en application des articles L. 2141-1 et suivants du Code de la commande publique, et/ou qui ne produisent pas, ne complètent ou n'explicitent pas, à la suite d'une demande de l'ACOSS, les pièces au titre de la candidature mentionnées à l'article 12 ci-dessous dans le délai imparti, seront éliminés (article R. 2144-7 du Code de la commande publique).

Les candidatures admises sont examinées au regard des garanties professionnelles, techniques et financières produites.

Compte tenu de l'objet du marché, toutes les références et garanties requises au titre de la candidature constituent des critères de sélection des candidatures de valeur égale.

#### 10.2.2 – Jugement des offres

Pour chaque lot, le jugement des offres et le choix du titulaire se feront en tenant compte des critères suivants :

##### ❖ Critère n°1 : « Valeur technique », pondération 50 % de la note finale.

Ce critère a pour objet d'apprécier la qualité des prestations.

##### Pour les lots Montreuil, Lyon-Feyzin et Toulouse,

Le critère n°1 « valeur technique » se décompose en 3 sous-critères comme suit :

- **Sous-critère n°1 : organisation et suivi des équipes (60%)** apprécié selon les réponses apportées dans le cadre de réponse technique :
  - Composition et organisation des équipes pour assurer la continuité de service
  - Réponse aux aléas
  - Les modalités de contrôle, d'autocontrôle et de vérifications
  - Les modalités de communication
- **Sous-critère n°2 : Moyens humains dédiés (30%)** apprécié selon les réponses apportées dans le cadre de réponse technique :
  - Qualifications et niveau d'expérience professionnelle des équipes d'encadrement
  - Qualifications et niveau d'expérience professionnelle des équipes opérationnelles
- **Sous-critère 3 : qualité des moyens matériels mis à disposition des agents (10%)** apprécié selon les réponses apportées dans le cadre de réponse technique

### Pour les lots Valbonne, Biot, Caen, Nancy et Nantes,

Le critère n°1 « valeur technique » se décompose en 3 sous-critères comme suit :

- **Sous-critère n°1 : la qualité et précision de la méthodologie d'intervention (60%)** apprécié selon les réponses apportées dans le cadre de réponse technique :
  - Organisation de la structure
  - Politique de gestion du personnel
  - Organisation des interventions de levée de doute sur site
  - Contrôle qualité et reporting
  - Contrôle, autocontrôle et vérifications
  - Modalités de communication
- **Sous-critère n°2 : adéquation des moyens humains dédiés (30%)** apprécié selon les réponses apportées dans le cadre de réponse technique
  - Qualifications et niveau d'expérience professionnelle des équipes d'encadrement
  - Qualifications et niveau d'expérience professionnelle des équipes opérationnelles
- **Sous-critère 3 : qualité des moyens matériels mis à disposition des agents (10%)** apprécié selon les réponses apportées dans le cadre de réponse technique

### Pour tous les lots :

- ❖ **Critère n°2 : « Prix proposé(s) », pondération 40 % de la note finale ;**

L'analyse du prix sera effectuée sur la base du montant total des prix globaux et forfaitaires correspondant à la prestation de base sur la durée du marché.

Ce critère a pour objet d'apprécier la compétitivité de la proposition financière.

- ❖ **Critère n°3 : Qualité et pertinence des dispositions mises en place par le candidat dans le cadre de la démarche ESG, pondération 10% de la note finale ;**

Le critère ESG (politique environnementale – gouvernance et sociale du prestataire) a pour objectif de contrôler l'investissement du futur prestataire dans sa politique RSO, ce dernier est découpé en deux sous-critères qui seront contrôlés via **les éléments indiqués au cadre de réponse technique. La réponse aux critères cités ci-dessous doit être en lien avec les prestations de l'accord-cadre :**

- **Sous-critère n°1 : Politique environnementale (pondéré à 50 %) :**
  - Moyens et dispositifs prévus pour intégrer une démarche écoresponsable de transport et de déplacements des personnes réalisant les prestations du marché : description de la qualité environnementale de la flotte de véhicules mobilisée, formation des agents à l'écoconduite, outil de quantification des émissions de gaz à effet de serre des déplacements prévu dans l'exécution du présent accord-cadre, etc.)
- **Sous-critère n°2 : Politique sociale (pondéré à 50 %) :**
  - Moyens et dispositifs pour favoriser l'insertion et la mixité femmes-hommes (part de l'équipe dédiée issue de l'insertion professionnelle, politique de féminisation des métiers de la sécurité).

**Si une ou plusieurs offres s'avéraient irrégulières, inappropriées ou inacceptables, celles-ci seraient rejetées.**



Toutefois, l'ACOSS pourra autoriser tous les soumissionnaires concernés, dans un délai approprié fixé dans la lettre d'invitation à la régularisation, à régulariser leur offre si celle-ci est irrégulière, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse et que cela ne modifie pas les caractéristiques substantielles de l'offre.

## **ARTICLE 11 – NEGOCIATION**

**Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'engager des négociations avec les candidats ayant déposé une offre.**

Si le pouvoir adjudicateur décide d'engager des négociations, il le fera avec l'ensemble des candidats sélectionnés, en respectant les principes inhérents à la commande publique, à savoir : transparence de la procédure, égalité de traitement entre les soumissionnaires.

Dans l'hypothèse où, après négociations, certaines offres s'avèreraient irrégulières (c'est-à-dire incomplètes ou ne respectant pas les exigences formulées dans l'avis d'appel à la concurrence ou dans les documents de la consultation) ou inacceptables (c'est-à-dire méconnaissant la législation en vigueur ou si l'ACOSS n'est pas en mesure de la financer), elles seraient éliminées.

Le jugement des offres restantes sera effectué sur la base des critères pondérés annoncés dans les avis d'appel public à la concurrence et rappelés à l'article 10.2.2 ci-dessus.

## **ARTICLE 12 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

La langue devant être utilisée dans l'offre ou la demande de participation est le français. Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

### **➤ Pièces concernant la candidature**

#### **Situation juridique – Références requises**

1. Les déclarations, certificats et attestations prévus à l'article R. 2143-3 du Code de la commande publique :
  - a) une lettre de candidature mentionnant si le candidat se présente seul ou en groupement et précisant si ce groupement est conjoint ou solidaire. Dans ce dernier cas, la lettre fera apparaître les membres du groupement et sera signée par l'ensemble des membres ou par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces membres ;
  - b) une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée par la personne habilitée à l'engager, pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la commande publique ;
  - c) si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;

#### **Capacité économique et financière – Références requises**

2. Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services auxquels se réfère l'accord-cadre au cours des trois derniers exercices disponibles ;

#### **Capacité professionnelle et technique – Références requises**

3. Une présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé ;

4. Une déclaration indiquant l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise ;
5. Les certificats établis par des services chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des services par des références à certaines spécifications techniques.  
L'ACOSS acceptera toutefois d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés.

En cas de groupement, chaque membre du groupement doit fournir les pièces désignées ci-avant. Par ailleurs, pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (lien de sous-traitance ou autres liens), ce dernier produit pour chaque opérateur présenté, les documents visés ci-dessus ainsi qu'un engagement écrit de ces dits opérateurs.

NB : Les éléments demandés ci-dessus peuvent être communiquées au moyen des imprimés téléchargeables à l'adresse Internet suivante : [Les formulaires de déclaration du candidat | economie.gouv.fr](http://economie.gouv.fr)

➤ **Pièces concernant l'offre**

1. L'acte d'engagement et ses annexes dûment complété, daté et signé ;
2. L'offre financière du candidat constituée du cadre de réponse financier ;
3. L'offre technique du candidat constituée du cadre de réponse technique et environnementale ;
4. L'attestation de visite dûment complétée et signée.

Le candidat peut décider de communiquer tout autre document qu'il estime utile à la bonne compréhension de son offre.

L'acte d'engagement sera complété, daté et signé par les représentants qualifiés de l'entreprise candidate.

En cas de groupement, l'accord-cadre constituant l'offre des candidats est signé soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour les représenter. Dans ce dernier cas, la convention de groupement devra être jointe au dit acte d'engagement.

#### **ARTICLE 13 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES**

**Les candidatures et les offres devront être déposées par voie électronique**, conformément à l'article R. 2132-7 du Code de la commande publique.

Le dépôt de l'offre et de la candidature devra se faire via le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>, dans un seul et même fichier, pour la procédure « **N°P2513-PA-DRH – PRESTATIONS DE GARDIENNAGE ET DE SECURITE/SURETE DES SITES DE L'ACOSS-COPIE DE SAUVEGARDE – LOT n°xx** ».

Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat.

Les dossiers remis sur la plate-forme de dématérialisation après la date et l'heure limites de réception des offres ne seront pas retenus.

Lorsque le pouvoir adjudicateur détecte dans un document transmis par voie électronique un programme informatique malveillant (virus), il procède selon les modalités fixées dans les textes visés ci-dessus. Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat.

Pour la conclusion et la notification du marché, l'offre transmise par voie électronique sera re-matérialisée par le pouvoir adjudicateur sous format papier.

### **Copie de sauvegarde :**

La transmission des documents sur un support physique électronique n'est pas autorisée, sauf à titre de copie de sauvegarde du pli déposé par voie électronique selon les modalités définies par l'arrêté du 22 mars 2019, modifié par arrêté du 14 avril 2023, fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde et précisées ci-dessous.

Ainsi, le candidat peut envoyer en parallèle de son pli dématérialisé, et avant la date limite de remise de l'offre fixée en première page du présent document, une copie de sauvegarde de ce pli sur support papier ou sur support physique électronique ou par voie électronique.

La copie de sauvegarde adressée par voie électronique est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévues par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du Code de la commande publique), à savoir notamment :

- L'identité de l'acheteur et de l'opérateur économique est déterminée ;
- L'intégrité des données entre le dépôt de la copie de sauvegarde et son extraction de l'outil est garantie ;
- L'heure et la date exactes de la réception sont déterminées avec précision (horodatage qualifié au sens du règlement eIDAS) ;
- La gestion des droits permet d'établir que lors des différents stades de la procédure de passation du marché, seules les personnes autorisées ont accès aux données ;
- Le dépôt de la copie de sauvegarde donne lieu à l'envoi d'un accusé de réception électronique à l'acheteur public portant les mentions suivantes :
  - o L'identification de l'opérateur économique auteur du dépôt ;
  - o Le nom de l'acheteur ;
  - o L'intitulé et l'objet de la consultation concernée ;
  - o La date et l'heure de réception des documents ;
  - o La liste détaillée des documents transmis.
  - o

Il est conseillé aux candidats de transmettre la copie de sauvegarde électronique sur un outil distinct du profil acheteur de l'Acoss pour qu'il puisse fonctionner lorsque ce dernier dysfonctionne.

Ainsi, le candidat peut utiliser la Lettre recommandée électronique (à savoir un des produits et services qualifiés pour la France ou pour l'Europe : <https://www.ssi.gouv.fr/liste-produits-et-services-qualifies> ou <https://eidas.ec.europa.eu/>), ou tout autre service respectant les exigences de l'annexe 8 du Code de la commande publique. Il est rappelé que la transmission de la copie de sauvegarde par messagerie électronique n'est pas autorisée dans la mesure où elle ne respecte pas ces exigences.

Le candidat doit indiquer à l'ACOSS les modalités de récupération gratuites de la copie de sauvegarde électronique directement dans l'outil choisi par le candidat.

La copie de sauvegarde transmise sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible "LOT... - P2513-PA-DRH – SECURITE-SURETE SITES ACOSS" - copie de sauvegarde ».

Elle pourra être remise soit contre récépissé du lundi au vendredi entre 9h30 et 12 heures et entre 14 heures et 17 heures à l'adresse suivante : ACOSS – Département achats marchés – 36 rue de Valmy 93100 Montreuil. Si elle est envoyée par la poste, elle devra l'être par pli recommandé avec avis de réception postal à l'adresse ci-dessus.

L'ouverture du pli contenant la copie de sauvegarde par le pouvoir adjudicateur interviendra dans les conditions fixées par les textes visés ci-avant.

Si la copie de sauvegarde ne respecte pas les conditions précisées plus haut, elle ne pourra pas être ouverte.

## ARTICLE 14 – VISITE PREALABLE OBLIGATOIRE

### **Une visite sur site obligatoire devra être organisée avant la remise des offres.**

Il est indiqué que la visite préalable à la remise des offres est impérative sous peine de nullité de l'offre. La visite est en principe obligatoire. Tout candidat n'ayant pas participé à la visite risque de voir son offre rejetée, sauf à démontrer par tout moyen qu'il dispose déjà d'une connaissance approfondie du site et de ses contraintes. Par ailleurs, il est noté que tous les éléments techniques seront fournis sur site à l'occasion de ladite visite et ce pour des raisons évidentes de sûreté. L'ensemble des frais de déplacements du fait de la visite préalable est à la charge du soumissionnaire.

Les candidats sont invités à prendre contact avec **les interlocuteurs techniques indiqués ci-dessous :**

#### ➤ **Lot 1 : Montreuil – Gaumont et Terranova**

##### **M. Yves BASSETTE ou Christophe DUC**

36 rue de Valmy

93100 Montreuil

Tel : 01 77 93 43 39 ou 01 77 93 63 27

[yves.bassette@acoss.fr](mailto:yves.bassette@acoss.fr) ou [christophe.duc@acoss.fr](mailto:christophe.duc@acoss.fr)

La visite sera organisée jeudi 02/07 à 09h30 et le mardi 07/07 à 9h30 (rendez-vous à l'accueil).

#### ➤ **Lot 2 : Valbonne - Biot**

##### **Valbonne**

##### **M. Sébastien FAIVRE**

480, route des Dolines

06914 Sophia-Antipolis Cedex

Tel : 04 92 94 38 93

Portable : 06 19 33 16 40

##### **Biot**

##### **M. Philippe BOURGES**

700, avenue Roumanille

06410 Biot

Tel : 04 93 95 55 30

[philippe.bourges@acoss.fr](mailto:philippe.bourges@acoss.fr)

#### ➤ **Lot 3 : Lyon Saint Priest / Feyzin**

##### **M. Nouredine BADREDDINE**

590 cours du 3 Millénaire

69800 Saint-Priest

[nouredine.badreddine@acoss.fr](mailto:nouredine.badreddine@acoss.fr)

#### ➤ **Lot 4 : Toulouse**

##### **Mme. Christèle FAGEGALTIER**

Avenue Atlanta

31200 Toulouse

[christele.fagegaltier@acoss.fr](mailto:christele.fagegaltier@acoss.fr)

Portable : 05 61 61 79 95

➤ **Lot 5 : Caen**

**M. Frédéric ALMIRE**  
20 rue Alfred Kastler  
14000 Caen  
*frederic.almire@acoss.fr*  
Tel : 02 31 54 70 40

➤ **Lot 6 : Nancy**

**M. Franck MARCHAL**  
12 rue du bois de la Champelle  
54 500 Vandoeuvre les Nancy  
*Franck.marchal@acoss.fr*  
Tel : 03 83 44 97 55

➤ **Lot 7 : Nantes**

**M. Frédéric AZAIS**  
2 rue Coulongé  
44 300 Nantes  
*frederic.azais@acoss.fr*

Cette visite permettra au candidat de prendre connaissance de l'environnement dans lequel s'exécutera le marché.

L'ensemble des frais de déplacements du fait de la visite préalable est à la charge du soumissionnaire.  
A l'issue de la visite, le candidat devra signer une attestation permettant d'apporter la preuve de sa visite. Le pouvoir adjudicateur fournira à chaque candidat un double de l'attestation de visite sur site.

#### **ARTICLE 15 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Le délai de validité des offres est de **120 jours** à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

#### **ARTICLE 16 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire une demande en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Les renseignements complémentaires sur le dossier de consultation sont communiqués par le pouvoir adjudicateur sur demande des opérateurs économiques 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des offres. Les candidats adressent leur demande par écrit 10 jours calendaires au plus tard avant la date limite de remise des offres.

Des compléments au dossier de consultation pourront être apportés par l'ACOSS à l'ensemble des soumissionnaires 6 jours calendaires au plus tard avant la date limite de remise des offres.

#### **ARTICLE 17 – AUTRES INFORMATIONS**

Conformément aux dispositions de l'article R. 2196-1 du Code de la commande publique et de l'arrêté du 14 avril 2017 relatif aux données essentielles dans la commande publique, les données suivantes concernant le ou les Titulaire(s) retenu(s) seront publiées sur la plateforme <https://acoss.achatpublic.com> :

- Nom du ou des Titulaire(s) ;
- Numéro(s) d'inscription du ou des Titulaires au répertoire des entreprises et de leurs établissements, prévu à l'article R. 123-220 du code de commerce, à défaut le numéro de TVA intracommunautaire

lorsque le siège social est domicilié dans un État membre de l'Union européenne autre que la France ou le numéro en vigueur dans le pays lorsque le siège social est domicilié hors de l'Union européenne ;

- Montant et principales conditions financières du marché ;
- Durée du marché ;
- Lieu d'exécution principal des services ou des travaux objet du marché.

Les candidats sont invités à préciser au pouvoir adjudicateur si certaines données communiquées par ses soins sont couvertes par un secret relatif, et notamment par le secret des affaires au sens de la loi n°2018-670 du 30 juillet 2018. Toute demande afférente fera l'objet d'un examen par l'ACOSS pour mise en place de mesure de protection éventuelle si par cas :

- le caractère secret est confirmé eu égard aux dispositions légales qui s'y rapportent ;
- une atteinte potentielle à ce caractère secret apparaît probable et nécessite la mise en place des mesures susmentionnées".

#### **ARTICLE 18 – CONFLIT D'INTERETS**

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent produire une attestation sur l'honneur pour justifier qu'ils n'entrent pas dans un cas de situation de conflits d'intérêts, telle que visée à l'article R. 2143-3 du code de la commande publique.

Avant la notification du marché, le Titulaire doit également remplir et transmettre une déclaration d'absence de conflits d'intérêts, conformément au modèle qui lui aura été adressé. Cette attestation aura valeur contractuelle.

Le Titulaire s'engage, tout au long de l'exécution du marché, à mettre à jour sa déclaration d'intérêts et éviter toute situation de conflit d'intérêts.

#### **ARTICLE 19 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le dossier de consultation des entreprises comporte les documents suivants :

- Un acte d'engagement propre à chaque lot ;
- Un cadre de réponse technique et environnementale propre à chaque lot;
- Un cadre de réponse financier propre à chaque lot ;
- Un cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à chaque lot et ses annexes ;
- Un cahier des clauses techniques particulières (CCTP) propre à chaque lot ;
- Les documents relatifs à la reprise de personnel pour le lot 1 (Montreuil) ; le lot 2 (Valbonne) ; le lot 3 (Lyon Saint Priest et Feyzin) ; le lot 4 (Toulouse).
- Le présent règlement de la consultation, commun à tous les lots et son annexe 1 relative à l'attestation de visite